BARREAU (Jean-Michel). – *Vichy contre l'école de la République. Théoriciens et théories scolaires de la « Révolution nationale »* Paris : Flammarion, 2000. – 335 p.

Antoine Prost

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/336>

DOI : 10.4000/histoire-education.336

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 174-175

ISBN : 2-7342-0903-9

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Antoine Prost, « BARREAU (Jean-Michel). – *Vichy contre l'école de la République. Théoriciens et théories scolaires de la « Révolution nationale »* Paris : Flammarion, 2000. – 335 p. », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 93 | 2002, mis en ligne le 15 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/336> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.336>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

BARREAU (Jean-Michel). – *Vichy contre l'école de la République. Théoriciens et théories scolaires de la « Révolution nationale »* Paris : Flammarion, 2000. – 335 p.

Antoine Prost

RÉFÉRENCE

BARREAU (Jean-Michel). – *Vichy contre l'école de la République. Théoriciens et théories scolaires de la « Révolution nationale »*. – Paris : Flammarion, 2000. – 335 p.

- ¹ Que Vichy ait été contre l'école de la République, à vrai dire, on s'en doutait. Jean-Michel Barreau s'emploie à le démontrer. Paradoxalement pourtant, c'est moins à Vichy qu'il s'intéresse qu'à ce qu'il appelle, sans interrogation sur la conception téléologique de l'histoire qu'implique la formule, « Vichy avant Vichy ». Cent vingt pages sont en effet consacrées à l'inventaire des critiques réactionnaires ou conservatrices de l'école et du projet d'école unique entre les deux guerres et parfois même avant. Là réside l'apport principal de l'ouvrage. J.-M. Barreau, qui est un familier de la littérature pédagogique de l'entre-deux-guerres, a dépouillé livres et revues de la mouvance Action française : les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, *L'instituteur patriote*, *L'instituteur français*, etc., sans négliger pour autant la *Revue des deux Mondes* ou la *Revue universelle*¹. Gageons que cette abondante moisson de citations, toutes plus croustillantes les unes que les autres, sera abondamment pillée, et mettons en garde les pilleurs trop pressés contre les erreurs de référence car les notes 13 à 212 (pp. 94-136) sont décalées par rapport aux appels de notes.

- 2 Cet apport méritait d'être souligné et salué. C'est la principale qualité de l'ouvrage auquel l'on peut reprocher d'abord quelques erreurs fâcheuses². On ne peut écrire, par exemple, que Vichy a « écourté » la formation des instituteurs en la ramenant de trois ans à dix-huit mois, ou à dix mois, deux chiffres différents fournis à quelques lignes d'intervalle (p. 232). Les trois années de formation en école normale comprenaient à la fois une formation académique et une formation professionnelle. J. Carcopino maintient trois années de formation académique, pour préparer en lycée le baccalauréat, et il ajoute, compte tenu des vacances, une année de formation professionnelle.
- 3 Plus grave sans doute est la faiblesse de l'analyse. Vichy n'est pas un bloc homogène et sa politique scolaire n'est pas continue en tous points. L'auteur note justement (p. 236) que Bonnard s'étonne que son prédécesseur ait totalement ignoré les cours complémentaires. Au vrai, les deux ministres ont conduit, sur ce point, des politiques opposées. De même, il y a des différences parmi les critiques réactionnaires de l'école avant 1940. On ne peut pas mettre dans le même sac
- 4 R. Benjamin et le directeur de l'école des Roches, G. Bertier. Il aurait fallu au moins tenter de dégager des types ou des familles de critiques. Dans les thèmes développés par ces critiques, il aurait fallu distinguer ce qui était propre aux différentes familles réactionnaires ou conservatrices et ce qui était repris, à des titres divers, par la plupart des commentateurs de l'époque. La volonté d'une école enracinante, qui prépare à la vie et aux métiers, d'une école ouverte à l'éducation physique et au grand air, c'est aussi un programme républicain et ce fut un élément de celui du Front populaire. Le propre des lieux communs est qu'ils nourrissent aussi bien les discours de droite que ceux de gauche. En ce sens, l'habileté de Vichy est de retourner contre l'école de la République des projets élaborés par l'école de la République elle-même.

NOTES

1. Mais pas la *Revue de Paris*.

2. Erreurs sur les hommes : le secrétaire général de la CGT, connu s'il en est, Léon Jouhaux, prénommé Alain (p. 63 et dans l'index) ; Georges Lamirand, ingénieur centralien, présenté comme un général (p. 24) et son livre, *Le rôle social de l'ingénieur*, daté de 1937 alors qu'il s'agit de la réédition d'un titre paru en 1932 ; le chartiste, agrégé d'histoire, académicien Louis Madelin confondu avec son frère, le général René Madelin, et présenté comme « général académicien » (p. 55) ; Jacques Chevalier qui ne fut jamais professeur de philosophie à la Faculté des Lettres de Paris donné pour tel en 1920 (p. 109). Erreurs factuelles : l'étoile jaune mise au compte de Vichy (p. 36), après une lecture trop rapide de J.-P. Azéma, alors qu'il s'agit d'une mesure purement allemande qui n'a jamais été appliquée en zone libre, même après son occupation ; le Cercle Fustel de Coulanges fondé en 1926 p. 158 et en 1927 p. 89 ; l'« amalgame » daté de 1924 (p. 117) et non de 1925 ; l'école d'Administration « créée » par J. Zay (p. 61) alors que ce projet d'école nationale d'administration n'a pas abouti. Qu'importe au juste le lieu et la circonstance du discours de Pétain aux jeunes élèves de France, le 13 octobre 1941 ? L'auteur croit judicieux de préciser que ce « discours de Perpigny » a été prononcé lors de l'inauguration de l'école (p. 176).

Deux erreurs insignifiantes qu'il aurait pu s'épargner : l'école proche de Vichy choisie pour la mise en scène de ce discours est celle de Périgny (45 élèves) et rien dans le discours n'indique une inauguration. De même, on ne « nomme » pas les députés (p. 116), on les élit.